



Déclaration liminaire CTA du 19 mai

A ce jour, M. Blanquer n'est officiellement plus ministre de l'Éducation Nationale. Il aura tenu pendant l'ensemble du précédent quinquennat. A l'Unsa Education, nous n'oserons pas vous faire croire que nous le regretterons, même si comme le dit l'adage, on sait bien ce que l'on perd mais on ne sait pas ce que l'on gagne... En terme de rendez-vous de carrière, nous dirions que le bilan de ce ministre est « à consolider » : à l'item « recrutement », par exemple, il bénéficierait probablement du même avis. Quand on voit les chiffres abyssaux du nombre de candidats admissibles à la plupart des concours de l'enseignement, pour lesquels notre académie ne semble pas vraiment épargnée, dans le cas notamment du CRPE, il nous semble que nous sommes en droit de nous inquiéter. Que cela traduise un véritable malaise, voire une quasi aversion pour les jeunes diplômés à l'idée de rejoindre les rangs de ceux qui ont toujours la chance de faire le plus beau métier du monde, cela nous semble indéniable. En commençant à 1,1 smic, le jeune prof qui sait la vitesse à laquelle sa rémunération va évoluer a intérêt à avoir cette fameuse vocation dont on nous parle à longueur de temps et qui agit comme un totem pour justifier tout le reste. A cette même réflexion sur le désintérêt pour les métiers de l'éducation nationale, Madame la préfète de Haute-Vienne me signalait mardi, lors du CDEN, que la situation était partout la même. Bizarrement, c'est bien pour aller « ailleurs » que de plus en plus de personnels déjà en poste demandent leur rupture conventionnelle, un congé de formation professionnel, une mise à disposition, voire une démission.

Quant au cas particulier des AED dont le rôle essentiel n'est plus à démontrer et sur qui repose la sécurité des élèves dans le second degré, il ne nous semble pas normal que notre académie puisse continuer à en supprimer des postes. Eux sans qui les établissements ne pourraient tout simplement pas accueillir d'élèves, eux pour qui il a fallu créer une brigade de remplaçants pendant une partie de la crise du covid, nous trouvons encore des raisons de leur montrer la porte de sortie.

Quoiqu'il en soit, sachez que les personnels de l'éducation nationale, ceux qui ont déjà obtenu les concours, ceux qui ont fait ce choix par le passé, continuent à aimer leur métier : le baromètre des métiers de l'éducation que publie maintenant depuis 10 ans l'Unsa Education le confirme. Si l'amour des personnels pour leur métier n'est jamais remis en cause, le mécontentement concernant la rémunération, la mobilité personnelle, la charge de travail n'a jamais été aussi fort. Une situation préoccupante en contraste avec le débat de la campagne présidentielle et une occasion ratée de poser les enjeux et l'avenir des services publics. Dans le cadre de ce nouveau quinquennat qui s'ouvre tout juste, le Président et son gouvernement devront prendre la mesure du bilan Macron I et de ce qui est en train de se jouer dans le champ de l'éducation, au sens large, pour y apporter des réponses.

Mais revenons au dernier rendez-vous de carrière de M. Blanquer. L'item « communication avec son équipe » mérite aussi que l'on s'y attarde. Après presque 2 ans de crise covid durant lesquels il aura multiplié les échanges avec la presse, parfois

avant ses personnels, il aura fallu une grève historique pour qu'il daigne envisager un dialogue régulier sur la gestion de la crise avec les organisations syndicales, organisations de représentants du personnel qui ont de plus perdu durant ce même quinquennat leur capacité de vérification et de régulation de la mobilité et de la carrière de leurs collègues. Il nous semble que le travail que nous pouvions faire dans ce cadre servait à chacun, qu'il était nécessaire et porteur de sens pour nos collègues. Dommage.

Pour conclure ce bilan, puisque nous sommes bienveillants, M. le ministre obtiendrait peut-être une excellente appréciation à l'item « école public vs école privé » pour avoir contribué au financement par les deniers publics d'une plus importante partie de l'enseignement privé, ce que l'Unsa Education se refusera toujours à accepter.

Il y aurait tant d'autres choses à dire, sur la reconquête du mois de juin qui semble avoir laissé sa place à celle du mois de mai, sur les promesses de revalorisations qui n'ont finalement touché qu'une partie des personnels, sur l'éventualité d'un dégel du point d'indice dont on rêve encore naïvement qu'il compensera au moins l'inflation de l'année dernière. Il y aurait tant à dire sur la rhétorique de l'« absentéisme » des profs ou sur les mots prononcés par le président en personne à propos de ces enseignants qui feraient le « minimum syndical ». On nous dit régulièrement à quel point l'école est centrale, à quel point son bon fonctionnement importe à ceux qui prennent les décisions, à ceux qui nous dirigent. Mais sur le terrain, nous avons tous l'impression que l'école publique a du plomb dans l'aile et que notre bonne volonté, notre motivation pour le service public, notre plaisir de faire avancer nos jeunes, sont de bonnes excuses de ceux qui nous louent pour ne pas voir que nous avons besoin de beaucoup plus de considération.

Merci de m'avoir écouté